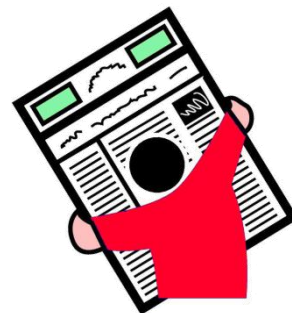


Communiqué



Cadrage budgétaire 2017 : Austérité renforcée

Les premiers éléments qui « *fuitent* » dans les médias concernant les lettres de cadrage budgétaire envoyées à tous les ministères pour préparer la Loi de Finances 2017 confirment, pour celles et ceux qui en doutaient encore, l'adhésion pleine et entière au libéralisme du Président de la République et du Premier ministre.

Là, on atteint même des sommets puisque les quelques avancées contenues dans le dispositif unilatéral PPCR et les maigres deux fois 0,6 % d'augmentation de la valeur du point doivent être financées par des « *économies nécessaires* » faites sur le dos des agents et du service public. Et nos champions de l'austérité de préconiser, notamment, le gel de la masse salariale, l'arrêt de toute mesure catégorielle (hors quelques secteurs prioritaires) et l'amputation de 2 % des effectifs.

C'est bien la démonstration que l'intérêt général, les besoins de la population, les missions de service public et le sort des personnels de la Fonction publique ont peu de valeur pour François Hollande et Manuel Valls comparés aux exigences sans fin de la loi du profit et aux contraintes inacceptables érigées par la finance internationale et ses représentants.

Pour l'UGFF-CGT, c'est une raison de plus pour œuvrer à la convergence des luttes pour une forte revalorisation de la valeur du point, l'abrogation des systèmes de salaire au mérite, des créations d'emplois statutaires partout où c'est nécessaire, la défense des missions publiques, l'amélioration des conditions de travail et le renforcement des droits et garanties pour tous les salariés, du public comme du privé, ce qui passe par le retrait du projet de loi gouvernemental sur le travail.

Montreuil, le 24 mai 2016